



Elections régionales : les TPE-PME, poumons de l'économie locale, grandes oubliées du scrutin

"En voulant faire de ce scrutin local un test national, une partie des politiques a bafoué la démocratie au détriment d'une France qui travaille depuis trop longtemps dans la souffrance, l'indifférence et le mépris" tempête Hervé Lambel, porte-parole du Cerf. Cette élection doit être le moment du bilan et des projets. "Quel a été le rôle des Régions dans l'alerte, la prévention et le traitement de la crise ? Quelles actions réelles, à l'échelon local, ont été menées pour lutter contre les défaillances d'entreprises ?"

Pourtant "les évolutions de défaillances d'entreprises et de défaut de remboursement des crédits - ménages et entreprises - continuent de faire peser des risques conséquents sur l'économie et nécessitent de maintenir la forte mobilisation de tous les acteurs économiques mise en place l'année dernière", explique Ludovic Sénécaut, président du directoire d'Euler Hermes SFAC. Le Cerf, première organisation patronale à avoir alerté sur la crise économique et la nécessité de mettre en place un plan de relance, plaide depuis plusieurs mois pour un maintien des mesures de soutien aux entreprises mises en place par le gouvernement. L'assureur-crédit estime qu'au moins 6000 entreprises ont ainsi pu être sauvées mais n'exclut pas un risque de report sur 2010 de ces défaillances qui auraient dû intervenir en 2009. "Nous prévoyons donc cette année un maintien de la sinistralité à un niveau élevé avec une augmentation des défaillances estimée entre 0% et 5%", prédit Karine Berger, directrice Marchés et Marketing de l'assureur-crédit.

Le Cerf considère donc que la campagne des régionales aurait dû permettre de tirer un bilan de l'action des exécutifs dans la lutte pour la préservation du tissu économique et des emplois. Certes, un budget total de 25 milliards d'euros dont 1 milliard consacré aux entreprises et au développement économique, pourrait laisser croire que les vingt-deux régions françaises jouent un rôle mineur dans la sortie de crise. Cependant, bien des actions qui ne coûtent rien aux contribuables, auraient pu être menées : pourquoi n'a-t-on pas vu les Présidents de Région se mobiliser, seuls ou collectivement, pour s'assurer que les banques régionales financent les économies locales ? Pourquoi n'a-t-on pas assisté à une conférence des Présidents de Régions sur un sujet pourtant vital, eux, si prompts à organiser des cocktails à longueur d'année ? Pourquoi n'ont-ils, à l'occasion de cette conférence des Présidents, alerté, interpellé ou vilipendé le législateur ou l'exécutif ? Etaient-ils à ce point éloignés de ce qui se passait pourtant sous leurs yeux depuis la fin 2007 et tout au long de 2008 et 2009 ?

Quelle a été leur attitude au moment de supprimer la taxe professionnelle qui a détruit des dizaines de milliers d'emplois et amputé l'investissement et donc la compétitivité des entreprises locales pendant des décennies ? Pourquoi ces Présidents, relayés par les sénateurs, ont-ils amputé cette réforme vitale, pour les entreprises, l'emploi et la croissance ?

64 661 entreprises sont passées en redressement ou en liquidation judiciaire en 2009, et 254 000 emplois ont été détruits. Lutter contre le chômage et la précarité implique de se battre d'abord pour les entreprises de son territoire : la campagne des régionales est bien passée à côté des enjeux majeurs. Mais pourquoi s'occuper de l'essentiel, quand l'important est de se chercher une place à l'abri de la République, c'est-à-dire loin du travail ?

Dimanche, quel que soit votre bulletin, allez voter !

**Si vous voulez soutenir les actions du Cerf, adhérez !
Cotisation 30 € à l'ordre du Cerf.**

Pour se désinscrire, envoyez un fax au : 04 34 09 05 19

Créateurs d'emplois et de richesse de France (Cerf)

1ère plateforme de représentation des Très Petites Entreprises - Association loi 1901
24, avenue Gabriel - 75008 Paris - Tel : 09 51 74 23 73 - Fax : 09 56 74 23 73 - www.lescreateurs.org